



## Déclaration 27M:

Les personnes plaignantes à cause du 27 mai sont un groupe divers et pluriel, comme la société dont on fait partie.

Nous nous sommes rassemblés avec l'objectif de dénoncer l'agression que nous avons souffert le dernier 27 mai à cause des corps policiers des Mossos d'Esquadra et de la Guardia Urbana de Barcelone. Voici une flagrante et massive violation des droits fondamentaux compilés à l'Estatut de Catalunya, à la Constitution Espagnole et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Cette agression, qui n'est pas un fait ponctuel et isolé, mais qui est plus visible à cause de son caractère spectaculaire, a été la réponse policière à l'utilisation de la liberté d'expression et de la pratique politique des personnes qui se rassemblent sur les places.

On ne peut pas permettre que la seule action politique et sociale des partis, des administrations et des moyens de communication soit de considérer les protestations et propositions du peuple comme des problèmes d'ordre public, et que la solution à toute revendication soit la répression et la violence institutionnelle, qu'elle soit policière, économique, sociale...

Nous dénonçons l'inégalité du traitement médiatique, politique et judiciaire qu'il y a entre les institutions et les personnes. Sur les faits qui ont eu lieu au Parlement le 15 juin, le Ministère Public a agi d'office. Sur les faits du 27 mai, la Justice a classé nos plaintes individuelles.

Nous exprimons, de cette façon, le refus aux mensonges et manipulations des classes politiques et policières à la suite des faits du 27 mai. On considère cette façon de faire complètement incompatible avec le bon développement de la société.

Ils ont argumenté qu'ils avaient l'intention d'éviter des dommages aux personnes et qu'ils allaient réquisitionner les objets dangereux face à la célébration de la coupe des Champions du Barça. Finalement, ils ont blessé environ 200 personnes et ils ont abîmé ainsi que confisqué tous les objets.

L'impunité qu'il y a autour des interventions policières, clairement illégitimes et illégales, dépasse trop souvent la ligne rouge qui signale les limites légales et éthiques. Felip Puig, le conseiller de l'Intérieur, Artur Mas, le président de la Generalitat, aussi bien que les politiciens qui ne se sont pas prononcés, donnent ainsi leur aval à l'impunité sur ces illégalités policières et cette violation des Droits de l'Homme.

En conclusion, on va toujours condamner cette agression et les personnes qui en sont responsables, et on ne va pas abandonner la lutte pour la transformation sociale et politique.

*Nous voulons profiter de l'occasion pour remercier très sincèrement l'ensemble des personnes ayant exprimé leur solidarité et, en particulier la coopération désintéressé des avocats.*